

15.4 Entreprises publiques

Fin 2009, l'État contrôle en France majoritairement, directement ou indirectement, 938 sociétés, en détenant plus de la moitié de leur capital. Par rapport à 2008, l'emploi des sociétés contrôlées par l'État a baissé de 1,7 % tandis que le nombre d'entreprises progressait. Avec plus de 788 000 salariés, les entreprises du secteur public mobilisent environ 3 % de l'effectif salarié total. Mais l'État est également présent de façon minoritaire dans le capital d'environ 400 autres sociétés. L'État ne contrôle directement que 90 entreprises, dites de premier rang, en détenant directement plus de la moitié de leur capital. Il n'y a pas de **privatisation** en 2009 et les échanges d'entreprises entre secteurs privé et public restent modérés. Ces échanges sont d'ailleurs parfois liés à des restructurations de groupes comme France Télévisions qui a repris directement France 2, France 3, France 4, France 5 et réseau France Outre-mer (RFO) pour se transformer en une entreprise unique.

Les effectifs des **entreprises publiques** restent fortement concentrés. Les dix premières entreprises, en termes d'effectifs, rassemblent, à elles seules, plus des trois quarts de l'ensemble des salariés. Les trois plus importantes, La Poste, la SNCF et EDF, et leurs 526 filiales, totalisent 566 500 emplois, soit plus de 70 % de l'ensemble des entreprises publiques.

La répartition par grands secteurs des entreprises publiques a peu évolué en 2009. Le

secteur tertiaire concentre 80 % des effectifs de l'ensemble des entreprises publiques. Dans ce secteur, la présence de l'État reste forte, par l'intermédiaire de grands groupes dans les transports et les activités scientifiques et techniques. Fin 2009, les entreprises publiques du secteur des transports et de l'entreposage emploient près de 499 000 salariés, dont la quasi-totalité dépend des groupes de La Poste, la SNCF et la RATP. Loin derrière les transports, les secteurs des activités scientifiques et techniques, des services administratifs et de soutien emploient plus de 56 000 salariés. Parmi eux, plus de 50 % sont employés dans le secteur de la recherche et du développement scientifique, dont la moitié dépend du Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

Comme depuis quelques années, le secteur public reste peu présent dans l'industrie. Au total, moins de deux salariés sur dix des entreprises publiques travaillent dans ce secteur. Fin 2009, dans les secteurs des industries extractives, de l'énergie, de l'eau, de la gestion des déchets et de la dépollution, moins de quarante entreprises restent détenues par l'État. Électricité de France (EDF) et le CEA demeurent les deux groupes importants de ce secteur et emploient 108 900 salariés, soit 500 salariés de moins qu'en 2008.

Dans la liste des entreprises privatisables de 1993, seule la Caisse Centrale de Réassurance reste sous la tutelle de l'État en 2009. ■

Définitions

Entreprise publique : entreprise sur laquelle l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété ou de la participation financière, en disposant soit de la majorité du capital, soit de la majorité des voix attachées aux parts émises.

Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État (RECME) : créé par un décret du 22 octobre 1984, il est géré par l'Insee. Une entreprise est inscrite au répertoire dès lors que l'État détient, directement ou par l'intermédiaire d'autres entreprises contrôlées, la majorité du capital ou des droits de vote dans les instances délibérantes.

Nationalisation, privatisation, respiration, Nomenclature économique de synthèse : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État au 31 décembre 2009 », *Insee Résultats Économie* n° 49, décembre 2010.
- « L'État actionnaire », *rapport 2010*, Agence des participations de l'État, octobre 2010.
- « Les comptes des administrations publiques en 2009 », *Insee Première* n° 1293, mai 2010.
- « Images économiques des entreprises et des groupes au 1^{er} janvier 2008 », *Insee Résultats Économie* n° 46, avril 2010.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Entreprises publiques selon l'activité économique fin 2009

Activité économique (nomenclature agrégée - NA 2008)	Nombre d'entreprises ¹	Effectifs salariés ¹ en milliers	Principaux groupes présents dans le secteur
Agriculture	n.s.	9,8	Office national des forêts
Industrie	98	154,1	
dont : fabrication de machines et d'équipements électriques ²	7	5,9	CEA
fabrication de matériels de transport	6	12,1	DCNS
fabrication d'autres produits industriels	47	26,7	Imprimerie nationale, CEA
ind. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	38	109,4	EDF, CEA
Construction	27	1,0	EDF
Tertiaire	810	623,6	
Commerce, réparation d'automobiles et motocycles	18	2,4	
Transports et entreposage	207	498,4	SNCF, RATP, Aéroports de Paris, La Poste
Hébergement et restauration	2	2,6	Adoma
Information et communication	67	22,9	
Activités financières et d'assurance	144	19,0	Banque de France
Activités immobilières	126	2,8	
Act. spéc., scient. et tech. et act. de serv. adm. et de soutien	195	56,3	SNCF, CEA
Adm. publique, enseignement, santé humaine et action sociale	18	11,5	
Autres activités de services	33	7,7	
Total	938	788,4	

1. Données provisoires.

2. Y compris fabrication d'équipements électroniques et informatiques.

Source : Insee, Recme.

Mouvements des entreprises publiques en 2009

	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés
Entreprises présentes fin 2008	889	801 700
Entreprises pérennes	806	- 2 000
+ Entreprises entrantes en 2009	+ 132	+ 2 400
- Entreprises sortantes en 2009	- 83	- 13 700
Entreprises présentes fin 2009¹	938	788 400

1. Données provisoires pour 2009.

Source : Insee, Recme.

Principales entreprises publiques selon le chiffre d'affaires en 2009

	Chiffre d'affaires en millions d'euros	Résultat net ¹ en millions d'euros	Effectifs ² en milliers
1 GDF-SUEZ	79 908	5 231	242,7
2 EDF	66 336	4 088	164,3
3 France Télécom	45 944	3 465	178,4
4 EADS ³	42 822	- 752	119,5
5 Renault ³	33 712	- 3 068	121,4
6 SNCF ³	24 882	- 972	200,1
7 Air France-KLM ³	20 994	- 1 560	104,7
8 Groupe La Poste	20 527	537	287,2
9 Thales ³	12 882	- 202	64,3
10 Safran	10 559	654	54,9
11 Areva ³	8 529	537	47,8
12 RATP ³	4 433	187	47,2
13 Réseau Ferré de France ³	3 281	304	1,2
14 France Télévisions	3 016	20	10,7
15 Aéroports de Paris	2 633	270	12,1
16 DCNS	2 406	129	12,2
17 La Française des Jeux	1 180	85	1,3
18 GIAT Industries	880	156	3,1
19 Grands ports maritimes ⁴	653	24	4,8
20 Groupe SNPE ³	609	32	3,6

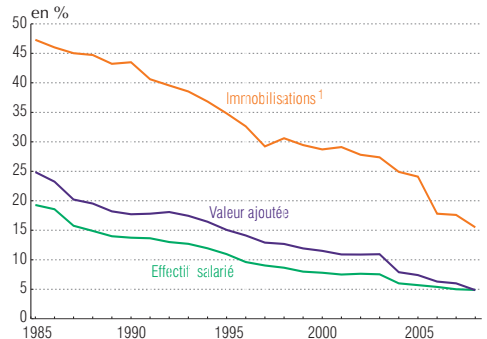
1. Compte consolidé. 2. En moyenne annuelle.

3. Effectifs au 31 décembre.

4. Dunkerque, Le Havre, Marseille, Nantes Saint-Nazaire, Paris et Rouen.

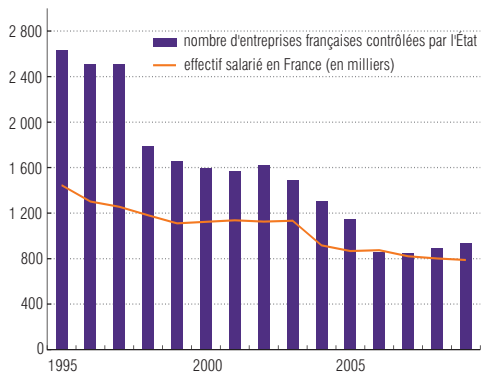
Source : Agence des participations de l'État.

Poids du secteur public dans l'économie



1. Essentiellement les bâtiments et les machines.
Champ : hors entreprises agricoles et financières.
Source : Insee, Recme, Esane, Clap.

Entreprises contrôlées majoritairement par l'État



Source : Insee, Recme.